ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΤΟΥ ΒΑΣΙΛΕΙΟΥ ΤΗΣ ΕΛΛΑΔΟΣ

ΕΝ ΑΘΗΝΑΙΣ ΤΗ 30 ΣΕΠΤΕΜΒΡΙΟΥ 1970	ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ	ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ 205

ΠΕΡΙΕΧΟΜΕΝΑ

ΝΟΜΟΘΕΤΙΚΑ ΔΙΑΤΑΓΜΑΤΑ

Ν. Δ. 683. Περὶ κυρώσεως τοῦ πρωτοκόλλου τῆς νέας παρατάσεως τῆς Διεθνοῦς Συμφωνίας τοῦ Ἐλαιολάδου.... 1

Ν. Δ. 685. Περὶ κυρώσεως τῆς ἀπὸ 5 Ἰουνίου 1970 Συμβάσεως μεταξὺ τῆς Ἑλληνικῆς Κυβερνήσεως καὶ τῆς Διεθνοῦς Ἑταιρείας τῶν Κλιναμαξῶν καὶ τοῦ Τουρισμοῦ.... 2

ΔΙΑΤΑΓΜΑΤΑ

608. Περὶ λογοδοσίας Σωματείων, Ἱδρυμάτων, Ἐπιτροπῶν κλπ. τυχουσῶν ἀδείας ἐράνων, λαχειοφόρου ἢ φιλανθρωπικῆς ἀγορᾶς... 3

ΑΠΟΦΑΣΕΙΣ

Περὶ ἐγκρίσεως παρατάσεως τῆς προθεσμίας ἐνάρξεως λειτουργίας τοῦ ὑπὸ τῆς Ἐμπορικῆς Τραπέζης τῆς Ἑλλάδος ἱδρυθησομένου Ὑποκαταστήματος ἐν Μυκόνῳ. .. 4

ΝΟΜΟΘΕΤΙΚΑ ΔΙΑΤΑΓΜΑΤΑ

(1)

ΝΟΜΟΘΕΤΙΚΟΝ ΔΙΑΤΑΓΜΑ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 683

Περὶ κυρώσεως τοῦ πρωτοκόλλου τῆς νέας παρατάσεως τῆς Διεθνοῦς Συμφωνίας τοῦ Ἐλαιολάδου.

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ

ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Προτάσει τοῦ Ἡμετέρου Ὑπουργικοῦ Συμβουλίου, ἀπεφασίσαμεν καὶ διατάσσομεν :

Ἄρθρον 1.

Κυροῦται καὶ ἔχει ἰσχὺν νόμου τὸ ἐν Γενεύῃ συναφθὲν τὴν 7ην Μαρτίου 1969, πρωτόκολλον, «περὶ παρατάσεως τῆς Διεθνοῦς Συμφωνίας τοῦ Ἐλαιολάδου τοῦ ἔτους 1963», ὑπογραφὲν ὑπὸ τῆς Ἑλλάδος ἐν Μαδρίτῃ τὴν 24ην Ἰουνίου 1969 καὶ οὗτινος τὸ κείμενον ἕπεται ἐν Γαλλικῷ πρωτοτύπῳ καὶ Ἑλληνικῇ μεταφράσει.

Ἄρθρον 2.

Πρὸς ἀντιμετώπισιν δαπανῶν συμμετοχῆς τῆς Ἑλλάδος κατὰ τήν, διὰ τοῦ ὡς ἄνω κυρουμένου πρωτοκόλλου, παράτασιν τῆς Διεθνοῦς Συμφωνίας τοῦ Ἐλαιολάδου τοῦ 1963, ἀναγράφεται εἰς τὸν Προϋπολογισμὸν ἐξόδων τοῦ Ὑπουργείου Γεωργίας, ἡ ἀναγκαία πίστωσις ὑπὸ ἴδιον Κωδικὸν ἀριθμόν.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 21 Σεπτεμβρίου 1970

Ἐν Ὀνόματι τοῦ Βασιλέως

Ο ΑΝΤΙΒΑΣΙΛΕΥΣ

ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΖΩΙΤΑΚΗΣ

ΤΟ ΥΠΟΥΡΓΙΚΟΝ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΝ

Ο ΠΡΩΘΥΠΟΥΡΓΟΣ

Γ. ΠΑΠΑΔΟΠΟΥΛΟΣ

Ο ΑΝΤΙΠΡΟΕΔΡΟΣ

ΣΤΥΛ. ΠΑΤΤΑΚΟΣ

ΤΑ ΜΕΛΗ

ΝΙΚ. ΜΑΚΑΡΕΖΟΣ, ΑΓΓΕΛ. ΤΣΟΥΚΑΛΑΣ, ΑΔΑΜ. ΑΝΔΡΟΥΤΣΟΠΟΥΛΟΣ, ΛΟΥΚ. ΠΑΤΡΑΣ, ΝΙΚ. ΕΦΕΣΙΟΣ, ΝΙΚΗΤ. ΣΙΩΡΗΣ, ΓΕΩΡΓ. ΔΟΥΒΑΛΟΠΟΥΛΟΣ, ΣΠΥΡ. ΖΑΠΠΑΣ, ΙΩΑΝ. ΑΓΑΘΑΓΓΕΛΟΥ, ΕΜΜΑΝ. ΦΘΕΝΑΚΗΣ, ΙΩΑΝ. ΧΟΛΕΒΑΣ, ΙΩΑΝ. ΠΑΠΑΒΛΑΧΟΠΟΥΛΟΣ, ΚΩΝΣΤ. ΚΥΠΡΑΙΟΣ, ΠΑΥΛ. ΜΑΝΩΛΟΠΟΥΛΟΣ, ΠΑΝΑΓ. ΤΖΕΒΕΛΕΚΟΣ, ΓΕΩΡΓ. ΒΑΛΛΗΣ.

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 23 Σεπτεμβρίου 1970

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΑΓΓΕΛΟΣ ΤΣΟΥΚΑΛΑΣ

PROTOCOLE PORTANT NOUVELLE RECONDUCTION DE L'ACCORD INTERNATIONAL SUR L'HUILE D'OLIVE, 1963

Les Gouvernements signataires du présent Protocole, considerant que l'Accord international sur l'huile d' olive, 1963, reconduit par un Protocole adopté à Genève le 30 mars 1967 (ces deux instruments étant ci-après dénommés «l' Accord») doit expirer en principe le 30 septembre 1969,considerant qu'il est désirable de maintenir les dispositions de l'Accord en vigueur après cette date, sont convenus de ce qui suit :

Article 1.

1. L'Accord continuera à produire ses effets entre les parties au présent Protocole jusq'au 31 décembre 1973, sous réserve des dispositions des articles 2 et 3 du présent Protocole.

2. Tout Gouvernement qui n'a pas été partie à l' Accord mais qui devient partie au présent Protocole

sera considéré comme partie à l'Accord. Toute mention dans le présent Protocole du mot «Gouvernement» est réputée valoir aussi pour la Communauté économique européenne (ci- après dénommée «la Communauté»).

3. Pour les parties au présent protocole, l'Accord et le présent protocole sont lus et interpétés comme constituant un seul instrument et seront considérés comme l'Accord international sur l'huile d'olive de 1963 dûment reconduit.

Article 2.

Les amendements ci-après sont apportés à l'accord :

CHAPITRE PREMIER — OBJECTIFS GENERAUX

Insérer un nouveau paragraphe 3 comme suit :

«3. De s'efforce d'obtenir un équilibre entre la production et la consommation».

Remplacer les numeros des paragraphes 3 et 4 par les numéros 4 et 5.

CHAPITRE III. — DEFINITIONS

Article 3.

Supprimer le paragraphe 3 et le remplacer par le texte suivant :

«3. Par «campagne oléicole» on entend la période allant du 1er novembre de chaque année au 31 octobre de l'année suivante».

CHAPITRE VI. — PROPAGANDE MONDIALE EN FAVEUR DE LA CONSOMMATION D' HUILE D' OLIVE PROGRAMMES DE PROPAGANDE

Article 13.

Supprimer l' alinéa i) du paragraphe 3 et le remplacer par ce qui suit :

«i) Importance de la consomammation en vue du maintien et, si possible, du développement des débouchés actuellement existants».

Article 16.

Paragraphe1 : supprimer les mots «campagne oléicole et les remplacer par «année civile».

supprimer la phrase «que cette augmentation soit acceptée par tous les pays participants principalement producteurs», et la remplacer par : «d'une part, qu' aucun pays ne puisse voir augmenter sa contribution sans son propre consentement et, d'autre part, étant entendu que toute modification des coefficients prévus à l'Annexe B du présent Accord exige la décision unanime prévue au paragraphe 2 du présent article».

Paragraphe 5 : supprimer tout le paragraphe et le remplacer par le suivant :

«Les contributions au Fonds de propagande sont exigibles au début de chaque année civile».

Paragraphe 6. : supprimer les mots «campagne oléicole» et les remplacer par «année civile».

CHAPITRE X. — DISPOSITIONS FINANCIERES

Article 33.

Paragraphe 1. : supprimmer les mots «campagne oléigole» et les remplacer par les mots suivants : «année civle».

Paragraphe 2 : supprimer les mots «la première campagne oléicole», «session d'octobre», «la campagne oléicole correspondante» et «ladite campagnr» et les remplacer respectivement par les mots suivants: «la première année civile», «session d'automne», «l'année civile suivante» et «ladite année civile».

Paragraphe 3 : i) supprimer les mots «jusqu'à la fin de la campagne oléicole en cours» à la fin de la première phrase.

ii) supprimer les mots «campagne oléicole» et les remplacer par les mots «année civile».

Paragraphe 4 : supprimer les mots «campagne oléicole» et les remplacer par les mots «année civile».

Paragraphe 5 : supprimer le membre de phrase suivant : «lors de la session du Conseil qui suit la fin de la campagne oléicole» et le remplacer par le suivant «lors de la première session du Conseil qui suit la fin de l'année civile...».

Paragraphe 6 : supprimer les mots : «session d' avril» et «campagne oléicole» et les remplacer respectivement par les mots suivants: «session de printemps» et «année civile».

CHAPITRE XIV. — DUREE, AMENDEMENT, SUSPENSION, RETRAIT, EXPIRATION, RENOUVELLEMENT

Article 39.

Paragaphe 1 : après les mots «ne ratifie pas ou n'accepte pas» dans la première phrase, ajouter les mots : «ou n'approuve pas».

Article 3.

Le premier budget administratif voté par le Conseil en application des dispositions du présent Protocole portera, par dérogation aux dispositions du paragraphe 2 de l'article 33 de l'Accord, sur un exercice expirant le 31 décembre de l'année suivante.

Article 4.

1. Le Gouvernement de tout Etat membre de l'Organisation des Nations Unies ou de ses institutions spécialisées peut, sous réserve des dispositions des articles 5,6 et7, devenir partie au présent Protocole conformément à sa procédure constitutionnelle:

a) en le signant; ou

b) en le ratifiant, en l'acceptant ou en l'approuvant après l'avoir signé sous réserve d'une ratification, d'une acceptation ou d'une approbation,ou

c) en y adhérant.

2. En signant le présent Protocole, chaque Gouvernement signataire déclarera si, conformément à sa procédure constitutionnelle, sa signature doit être ou non soumise à ratification, acceptation ou approbation.

Article 5.

Le présent Protocole sera ouvert à Madrid, auprès du Gouvernement de l'Espagne, Gouvernement dépositaire de l'Accord, du 1er mai au 30 juin 1969, à la signature de tout gouvernement qui, à cette dernière date, est partie à l'Accord.

Article 6.

1. Lorsque la ratification, l'acceptation ou l'approbation est requise, les instruments correspondants doivent être déposés, au plus tard le 30 septembre 1969, auprès du Gouvernement dépositaire.

2. Tout Gouvernement signataire n'ayant pas ratifié, accepté ou approuvé le présent Protocole au 30 septembre 1969 peut obtenir du Conseil une prolongation de délai aux fins du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation. Ce délai ne devra pas dépasser le 30 septembre 1970, à moins qu' en vertu des dispositions de l'article 8 du présent Pro-

tocole, celui-ci ne soit déjà entré en vigueur provisoirement ou définitivement.

Article 7.

1. Le présent Protocole sera ouvert à l'adhésion de tout Gouvernement non signataire d'un Etat membre de l'Organisation des Nations Unies ou des ses institutions spécialisées.

2. L'adhésion au présent Protocole sera considérée comme une adhésion à l'Accord.

3. L'adhésion se fera par le dépôt d'un instrument d'adhésion auprés du Gouvernement dépositaire et prendra effet à compter de la date de dépôt de cet instrument ou de la date de l'entrée en vigueur du présent Protocole, si la seconde date est postérieure à la première. En ce qui concerne «da Communauté», l'instrument d'adhésion est constitué par celui requis selon sa procédure institutionnelle pour la conclusion d'un accord international.

Article 8.

1. Le présent Protocole entrera en vigueur le 1er octobre 1969 entre les Gouvernements qui l'auront signé et, au cas où leur procédure constitutionnelle l'exige, l'auront ratifié, accepté ou approuvé, si figurent parmi eux les Gouvernements de cinq pays principalement producteurs et les Gouvernements de deux pays principalement importateurs. A défaut, le présent Protocole entrera en vigueur à toute date ultérieure à laquelle ces conditions seront remplies, sans que cette date puisse être postérieure au 30 septembre 1970.

2. Le présent Protocole entrera en vigueur à la date du dépôt de l'instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation à l'égard de tout Gouvernement signataire qui effectuera le dépôt de cet instrument postérieurement à la date d'entrée en vigueur du Protocole aux termes du paragraphe 1 du présent article.

3. Le présent Protocole pourra entrer en vigueur provisoirement. A cet effet, tout Gouvernement signataire pourra déposer auprès du Gouvernement dépositaire, au plus tard le 30 septembre 1969, une notification par laquelle il s'engagera à chercher à obtenir, dans les plus brefs délais, la ratification, l'acceptation ou l'approbation du présent Protocole, conformément à sa procédure constitutionnelle. Cette notification sera considérée, aux seules fins de l'entrée en vigueur provisoire, comme produisant le même effet que le dépôt d'un instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation.

4. Tout Gouvernement signataire qui, à la date de 1er octobre 1969, n'aura pas ratifié, accepté ou approuvé le présent Protocole, mais qui aura effectué la notification prévue au paragraphe 3 du présent article, pourra, s'il le désire, prendre part aux travaux du Conseil en qualité d'observateur, sans droit de vote.

5. Tout Gouvernement signataire qui aura déposé la notification prévue au paragraphe 3 du présent article pourra également informer le Gouvernement dépositaire qu'il s'engage à appliquer provisoirement le présent Protocole. Tout gouvernement qui aura pris un tel engagement sera considéré provisoirement comme partie au présent Protocole avec tous les droits et obligations y afférents, jusqu'à la date où il déposera son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation ou, à défaut, jusqu'au 31 décembre 1970.

6. Si au 31 décembre 1970 un Gouvernement signataire n'a pas encore déposé son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation, il cessera, à compter du 1er janvier 1971, d'être condidéré provisoirement comme partie au présent Protocole, à moins que le Conseil n'en décide autrement. Cependant, ce Gouvernement aura le droit de prendre part aux travaux du Conseil en qualité d'observateur, sans droit de vote.

7. Si au 30 juin 1969 le présent Protocole n'a pas reçu un nombre suffisant de signatures pour qu'il puisse entrer en vigueur après ratification, acceptation ou approbation, mais si les Gouvernements de quatre pays principalement producteurs et les Gouvernements de deux pays principalement importateurs ont signé et si, au cas où leur procédure constitutionnelle l'exige ils ont ratifié, accepté ou approuvé ledit Protocole au 30 septembre 1969, lesdits Gouvernements pourront décider d'un commun accord que le présent Protocole entrera en vigueur en ce qui les concerne ou bien pourront prendre toutes autres mesures que la situation leur paraîtra exiger.

8. Si à la date du 1er octobre 1969 le présent Protocole n'est pas entré en vigueur, soit provisoirement soit définitivement, dans les conditions visées aux paragraphes 1 et 3 ci-dessus, mais s'il a reçu un nombre de signatures suffisant pour qu'il puisse entrer en vigueur, après ratification, acceptation ou approbation, conformément aux dispositions prévues à cet effet dans le présent Protocole, l'Accord sera reconduit jusqu'à la date d'entrée en vigueur provisoire ou définitive, du présent Protocole, sans que la durée de cette reconduction puisses dépasser douze mois.

Article 9.

Si au 31 décembre 1973 un nouvel accord destiné à reconduire ou à renouveler l' Accord a été négocié et a reçu un nombre de signatures suffisant pour qu'il puisse entrer en vigueur après ratification, acceptation ou approbation conformément aux dispositions prévues à cet effet par l'Accord, mais si ce nouvel accord n'est pas entré en vigueur, provisoirement ou définitivement, le présent Protocole sera reconduit au-delà du 31 décembre 1973, jusqu'à l'entrée en vigueur de nouvel accord, sans que la durée de cette reconduction puisse dépasser douze mois.

Article 10.

Le Gouvernement dépositaire informera sans tarder chaque Gouvernement qui est partie à l'Accord de toute signature, ratification, acceptation, approbation ou adhésion audit Protocole, de toute notification déposée conformément aux paragraphes 3 et 5 de l'article 8 du présent Protocole, ainsi que de la date d'entrée en vigueur du présent Prtocole.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment habilités à cet effet par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent Protocole aux dates figurant en regard de leur signature.

Les textes du ptésent Protocole en langue anglaise, espagnol, française et italienne font tous également foi, les originaux étant déposés auprès du Gouvernement de l'Espagne qui en communiquera des copies certifiées conformes à chacun des Gouvernements qui auront signé le présent Protocole ou y auront adhéré.

Fait à Genève, le 7 mars 1969.

ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟΝ ΝΕΑΣ ΠΑΡΑΤΑΣΕΩΣ ΤΗΣ ΔΙΕΘΝΟΥΣ ΣΥΜΦΩΝΙΑΣ ΤΟΥ ΕΛΑΙΟΛΑΔΟΥ ΤΟΥ 1963

Αἱ ὑπογράψασαι τὸ παρὸν πρωτόκολλον Κυβερνήσεις ἔχουσαι ὑπ' ὄψιν ὅτι ἡ Διεθνὴς Συμφωνία τοῦ 'Ελαιολάδου 1963, παραταθεῖσα ὑπὸ τοῦ ἐγκριθέντος ἐν Γενεύῃ τὴν 30 Μαρτίου 1967 πρωτοκόλλου (τὰ δύο ὄργανα κατωτέρω ὀνομαζόμενα Συμφωνία) θὰ ἐκπνεύσῃ κατ' ἀρχὴν τὴν 30ὴν Σεπτεμβρίου 1969. 'Εκτιμῶσαι ὅτι εἶναι ἐπιθυμητὸν νὰ διατηρηθῶσιν ἐν ἰσχύϊ αἱ διατάξεις τῆς Συμφωνίας μετὰ τὴν προθεσμίαν ταύτην. Συνεφώνησαν καὶ συναπεδέχθησαν τὰ κάτωθι :

Ἄρθρον 1.

1. Ἡ Συμφωνία θὰ συνεχίσῃ νὰ παράγῃ τὰ ἀποτελέσματά της μεταξὺ τῶν συμβαλλομένων μερῶν εἰς τὸ παρὸν πρωτόκολλον μέχρι τῆς 31ης Δεκεμβρίου 1973, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν διατάξεων τῶν ἄρθρων 2 καὶ 3 τοῦ παρόντος πρωτοκόλλου.

2. Πᾶσα Κυβέρνησις ἥτις δὲν ἔχει καταστῇ συμβαλλόμενον μέρος εἰς τὴν Συμφωνίαν, ἀλλὰ καθίσταται συμβαλλόμενον μέρος εἰς τὸ παρὸν πρωτόκολλον θὰ θεωρηθῇ ὡς συμβαλλόμενον μέρος εἰς τὴν Συμφωνίαν. Πᾶσα μνεία ἐν τῷ παρόντι πρωτοκόλλῳ τῆς λέξεως «Κυβέρνησις» θεωρεῖται ὅτι ἰσχύει ἐπίσης διὰ τὴν Εὐρωπαϊκὴν Οἰκονομικὴν Κοινότητα (κατωτέρω ὀνομαζομένην Κοινότητα).

3. Διὰ τὰ συμβαλλόμενα μέρη εἰς τὸ παρὸν πρωτόκολλον ἡ Συμφωνία κατὰ τὸ παρὸν πρωτόκολλον θὰ ἐκληφθῶσι καὶ θὰ ἑρμηνευθῶσιν ὅτι ἀποτελοῦν ἕν μόνον ὄργανον καὶ θὰ θεωρηθῶσιν ὡς Διεθνὴς Συμφωνία τοῦ Ἐλαιολάδου τοῦ 1963 δεόντως παραταθεῖσα.

Ἄρθρον 2.

Αἱ κάτωθι τροποποιήσεις ἐπιφέρονται εἰς τὴν Συμφωνίαν :

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ ΠΡΩΤΟΝ - ΓΕΝΙΚΟΙ ΣΚΟΠΟΙ

Εἰσάγεται νέα παράγραφος 3 ὡς κάτωθι :

3. «Νὰ καταβληθῇ προσπάθεια ἵνα ἐπιτευχθῇ ἰσορροπία μεταξὺ παραγωγῆς καὶ καταναλώσεως».

Ἀντικαθίστανται οἱ ἀριθμοὶ τῶν παραγράφων 3 καὶ 4 ὑπὸ τῶν ἀριθμῶν 4 καὶ 5.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ ΙΙΙ. — ΟΡΙΣΜΟΙ

Ἄρθρον 3. Διαγράφεται ἡ παράγραφος 3 καὶ ἀντικαθίσταται ὑπὸ τοῦ κάτωθι κειμένου:

«3. Ὡς «ἐλαιοκομικὴ περίοδος», νοεῖται ἡ περίοδος ἀπὸ 1ης Νοεμβρίου ἑκάστου ἔτους ἕως 31 Ὀκτωβρίου τοῦ ἑπομένου ἔτους».

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ VI. — ΠΑΓΚΟΣΜΙΟΣ ΔΙΑΦΗΜΙΣΙΣ ΥΠΕΡ ΤΗΣ ΚΑΤΑΝΑΛΩΣΕΩΣ ΤΟΥ ΕΛΑΙΟΛΑΔΟΥ - ΠΡΟΓΡΑΜΜΑΤΑ ΔΙΑΦΗΜΙΣΕΩΣ.

Ἄρθρον 13.

Διαγράφεται ἡ ὑποπαράγραφος 1) τῆς παραγράφου 3 καὶ ἀντικαθίσταται ὡς κάτωθι :

«1) Σημασία τῆς καταναλώσεως μὲ σκοπὸν τὴν διατήρησιν καί, εἰ δυνατόν, τὴν ἀνάπτυξιν τῶν ἤδη ὑπαρχουσῶν δυνατοτήτων διαθέσεως τοῦ προϊόντος».

Ἄρθρον 16.

Παράγραφος 1 : Διαγράφονται αἱ λέξεις «ἐλαιοκομικὴ περίοδος» καὶ ἀντικαθίστανται διὰ «ἡμερολογιακὸν ἔτος».

Διαγράφεται ἡ φράσις «ἡ αὔξησις αὕτη δέον νὰ γίνῃ ἀποδεκτὴ ὑφ' ὅλων τῶν συμμετεχουσῶν κυρίως παραγωγικῶν χωρῶν» καὶ ἀντικαθίσταται ὑπό, « ἀφ' ἑνός, ὅτι οὐδεμία χώρα θὰ δύναται νὰ ἴδῃ αὐξανομένην τὴν εἰσφορὰν της ἄνευ τῆς ἰδίας αὐτῆς συγκαταθέσεως καί, ἀφ' ἑτέρου, νοουμένου ὅτι πᾶσα τροποποίησις τῶν προβλεπομένων συντελεστῶν ἐν τῷ Β Παραρτήματι τῆς Συμφωνίας, ἀπαιτεῖ τὴν προβλεπομένην ὑπὸ τῆς παραγράφου 2 τοῦ παρόντος ἄρθρου ὁμόφωνον ἀπόφασιν».

Παράγραφος 5 : Διαγράφεται ὁλόκληρος ἡ παράγραφος καὶ ἀντικαθίσταται ὡς κάτωθι :

«Αἱ εἰσφοραὶ εἰς τὸ Ταμεῖον Διαφημίσεως εἶναι ἀπαιτηταὶ εἰς τὴν ἀρχὴν ἑκάστου ἡμερολογιακοῦ ἔτους».

Παράγραφος 6 : Διαγράφονται αἱ λέξεις «ἐλαιοκομικὴ περίοδος» καὶ ἀντικαθίσταται ὑπὸ «ἡμερολογιακὸν ἔτος».

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ Χ. — ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΑΙ ΔΙΑΤΑΞΕΙΣ

Ἄρθρον 33.

Παράγραφος 1 : Διαγράφονται αἱ λέξεις «ἐλαιοκομικὴ περίοδος» καὶ ἀντικαθίστανται ὑπὸ τῶν λέξεων «ἡμερολογιακὸν ἔτος».

Παράγραφος 2. Διαγράφονται αἱ λέξεις «ἡ πρώτη ἐλαιοκομικὴ περίοδος», «ἡ σύνοδος τοῦ Ὀκτωβρίου», «ἡ ἀντίστοιχος ἐλαιοκομικὴ περίοδος» καὶ «ἡ εἰρημένη περίοδος» καὶ ἀντικαθίστανται ἀντιστοίχως ὑπὸ τῶν κάτωθι λέξεων : «τὸ πρῶτον ἡμερολογιακὸν ἔτος» «σύνοδος τοῦ Φθινοπώρου», «ἀκόλουθον ἡμερολογιακὸν ἔτος» καὶ «τὸ εἰρημένον ἡμερολογιακὸν ἔτος».

Παράγραφος 3. Ι) : διαγράφονται αἱ λέξεις «μέχρι τέλους τῆς τρεχούσης ἐλαιοκομικῆς περιόδου» εἰς τὸ τέλος τῆς πρώτης φράσεως.

ΙΙ) : διαγράφονται αἱ λέξεις «ἐλαιοκομικὴ περίοδος» καὶ ἀντικαθίστανται ὑπὸ τῶν λέξεων «ἡμερολογιακὸν ἔτος».

Παράγραφος 4 : διαγράφονται αἱ λέξεις «ἐλαιοκομικὴ περίοδος» καὶ ἀντικαθίστανται ὑπὸ τῶν λέξεων «ἡμερολογιακὸν ἔτος».

Παράγραφος 5 : διαγράφεται τὸ τμῆμα τῆς κάτωθι φράσεως «κατὰ τὴν σύνοδον τοῦ Συμβουλίου ἥτις ἕπεται τοῦ τέλους τῆς ἐλαιοκομικῆς περιόδου» καὶ ἀντικαθίσταται ὑπὸ τοῦ κάτωθι : «Κατὰ τὴν πρώτην σύνοδον τοῦ Συμβουλίου ἥτις ἕπεται τοῦ τέλους τοῦ ἡμερολογιακοῦ ἔτους .....».

Παράγραφος 6 : διαγράφονται αἱ λέξεις : «σύνοδος τοῦ Ἀπριλίου» καὶ «ἐλαιοκομικὴ περίοδος» καὶ ἀντικαθίστανται ἀντιστοίχως ὑπὸ τῶν κάτωθι λέξεων : «σύνοδος τῆς ἀνοίξεως» καὶ «ἡμερολογιακὸν ἔτος».

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ ΧΙΥ. — ΔΙΑΡΚΕΙΑ, ΤΡΟΠΟΠΟΙΗΣΙΣ, ΑΝΑΣΤΟΛΗ, ΑΠΟΧΩΡΗΣΙΣ, ΕΚΠΝΟΗ, ΑΝΑΝΕΩΣΙΣ

Ἄρθρον 39.

Παράγραφος Ι : Κατόπιν τῶν λέξεων «δὲν ἐπικυρώνει ἢ δὲν ἀποδέχεται» ἐν τῇ πρώτῃ φράσει, προστίθενται αἱ λέξεις «ἢ δὲν ἐγκρίνει».

Ἄρθρον 3.

Ὁ πρῶτος προϋπολογισμὸς Διοικήσεως ψηφισθεὶς ὑπὸ τοῦ Συμβουλίου, κατ' ἐφαρμογὴν τῶν διατάξεων τοῦ παρόντος πρωτοκόλλου θὰ ἔχῃ, κατὰ παράβασιν τῶν διατάξεων τῆς παραγράφου 2 τοῦ ἄρθρου 33 τῆς Συμφωνίας, χρῆσιν ἐκπνέουσαν τὴν 31ην Δεκεμβρίου τοῦ ἑπομένου ἔτους.

Ἄρθρον 4.

1. Ἡ Κυβέρνησις παντὸς Κράτους μέλους τῆς Ὀργανώσεως τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν ἢ τῶν εἰδικευμένων Ὀργανισμῶν αὐτῆς δύναται, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν διατάξεων τῶν ἄρθρων 5, 6 καὶ 7 νὰ καταστῇ συμβαλλόμενον μέρος, εἰς τὸ παρὸν πρωτόκολλον, συμφώνως πρὸς τὴν Συνταγματικήν της διαδικασίαν :

α) διὰ τῆς ὑπογραφῆς ἢ

β) διὰ τῆς ἐπικυρώσεώς του, διὰ τῆς ἀποδοχῆς του, ἢ τῆς ἐγκρίσεώς του μετὰ τὴν ὑπογραφήν του ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῆς ἐπικυρώσεως, ἀποδοχῆς ἢ ἐγκρίσεως, ἢ

γ) τῆς προσχωρήσεως.

2. Ὑπογράφουσα τὸ παρὸν πρωτόκολλον ἑκάστη Κυβέρνησις θὰ δηλώσῃ ἐάν, συμφώνως πρὸς τὴν Συνταγματικήν της διαδικασίαν, ἡ ὑπογραφή της ὑπόκειται ἢ ὄχι εἰς ἐπικύρωσιν, ἀποδοχὴν ἢ ἔγκρισιν.

Ἄρθρον 5.

Τὸ παρὸν πρωτόκολλον θὰ παραμείνῃ ἀνοικτὸν ἐν Μαδρίτῃ παρὰ τῇ Ἱσπανικῇ Κυβερνήσει, Κυβερνήσει Καταθέσεως τῆς Συμφωνίας, ἀπὸ τῆς 1ης Μαΐου μέχρι 30 Ἰουνίου 1969, πρὸς ὑπογραφὴν ὑφ' ὅλων τῶν Κυβερνήσεων, αἵτινες μέχρι τῆς τελευταίας χρονολογίας ταύτης, εἶναι συμβαλλόμενα μέρη τῆς Συμφωνίας,

Ἄρθρον 6.

1. Ὅταν ἡ ἐπικύρωσις, ἡ ἀποδοχὴ ἢ ἔγκρισις ἐπιτευχθῇ τὰ ἀντίστοιχα ὄργανα δέον νὰ κατατεθῶσι, τὸ βραδύτερον τὴν 30 Σεπτεμβρίου 1969, παρὰ τῇ Κυβερνήσει καταθέσεως τῆς Συμφωνίας.

2. Πᾶσα ὑπογράψασα Κυβέρνησις μὴ ἔχουσα ἐπικυρώσει, ἀποδεχθῇ ἢ ἐγκρίνει τὸ παρὸν πρωτόκολλον τὴν 30 Σεπτεμβρίου 1969 δύναται νὰ ἐπιτύχῃ διὰ τοῦ Συμβουλίου παράτασιν τῆς προθεσμίας πρὸς κατάθεσιν τοῦ ὀργάνου ἐπικυρώσεως, ἀποδοχῆς ἢ ἐγκρίσεως. Ἡ προθεσμία αὕτη δὲν δύναται νὰ ὑπερβῇ τὴν 30 Σεπτεμβρίου 1970, ἐκτὸς ἐάν, κατὰ τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 8 τοῦ παρόντος πρωτοκόλλου, τοῦτο δὲν θὰ ἔχῃ ἤδη τεθῇ ἐν ἰσχύϊ προσωρινῶς ἢ ὁριστικῶς.

Ἄρθρον 7.

1. Τὸ παρὸν πρωτόκολλον θὰ παραμείνῃ ἀνοικτὸν πρὸς προσχώρησιν πάσης Κυβερνήσεως μὴ ὑπογραψάσης, Κράτους μέλους τῆς Ὀργανώσεως τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν ἢ τῶν εἰδικευμένων Ὀργανισμῶν αὐτῆς.

2. Ἡ προσχώρησις εἰς τὸ παρὸν πρωτόκολλον θὰ θεωρηθῇ ὡς προσχώρησις εἰς τὴν Συμφωνίαν.

3. Ἡ προσχώρησις θὰ γίνῃ διὰ τῆς καταθέσεως τοῦ ὀργάνου προσχωρήσεως παρὰ τῇ Κυβερνήσει παρ' ᾗ εἶναι κατατεθειμένη ἡ Συμφωνία καὶ θὰ ἔχῃ ἰσχὺν ἀπὸ τῆς χρονολογίας τῆς καταθέσεως τοῦ ὀργάνου τούτου ἢ τῆς χρονολογίας τῆς ἐνάρξεως ἰσχύος τοῦ παρόντος πρωτοκόλλου, ἐὰν ἡ δευτέρα χρονολογία εἶναι μεταγενεστέρα τῆς πρώτης. Ὅσον ἀφορᾷ τὴν Κοινότητα τὸ Ὄργανον τῆς προσχωρήσεως συνίσταται εἰς τὸ ἀπαιτούμενον διὰ τὴν σύναψιν Διεθνοῦς Συμφωνίας συμφώνως πρὸς τὴν ἰδρυτικὴν διαδικασίαν αὐτῆς.

Ἄρθρον 8.

1. Τὸ παρὸν πρωτόκολλον θὰ τεθῇ ἐν ἰσχύϊ τὴν 1ην Ὀκτωβρίου 1969 μεταξὺ τῶν Κυβερνήσεων αἵτινες θὰ ἔχωσιν ὑπογράψει τοῦτο καί, εἰς περίπτωσιν κάθ' ἣν ἡ Συνταγματικὴ διαδικασία των τὸ ἀπαιτεῖ, θὰ τὸ ἔχωσιν ἐπικυρώσει, ἀποδεχθῇ ἢ ἐγκρίνει, ἐὰν μεταξὺ τούτων εἶναι αἱ Κυβερνήσεις πέντε κυρίως παραγωγικῶν χωρῶν, καὶ αἱ Κυβερνήσεις δύο κυρίως εἰσαγωγικῶν χωρῶν. Ἐλλείψει τούτου τὸ παρὸν πρωτόκολλον θὰ τεθῇ ἐν ἰσχύϊ εἰς πᾶσαν μεταγενεστέραν ἡμερομηνίαν καθ' ἣν οἱ ὅροι οὗτοι θὰ πληρωθῶσι, χωρὶς ἡ χρονολογία αὕτη νὰ δύναται νὰ εἶναι μεταγενεστέρα τῆς 30 Σεπτεμβρίου 1970.

2. Τὸ παρὸν πρωτόκολλον θὰ τεθῇ ἐν ἰσχύϊ κατὰ τὴν χρονολογίαν τῆς καταθέσεως τοῦ ὀργάνου τῆς ἐπικυρώσεως, ἀποδοχῆς ἢ ἐγκρίσεως ὑπὸ πάσης ὑπογραψάσης Κυβερνήσεως, ἥτις θὰ πραγματοποιήσῃ τὴν κατάθεσιν τοῦ ὀργάνου τούτου μεταγενεστέρως τῆς χρονολογίας τῆς ἐνάρξεως ἰσχύος τοῦ πρωτοκόλλου κατὰ τοὺς ὅρους τῆς παραγράφου 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου.

3. Τὸ παρὸν πρωτόκολλον θὰ δύναται νὰ τεθῇ προσωρινῶς ἐν ἰσχύϊ. Ἐπὶ τούτῳ, πᾶσα ὑπογράψασα Κυβέρνησις θὰ δύναται νὰ καταθέσῃ παρὰ τῇ Κυβερνήσει Καταθέσεως τῆς Συμφωνίας, τὸ βραδύτερον τὴν 30ην Σεπτεμβρίου 1969 ἀνακοίνωσιν δι' ἧς θὰ ἀναλαμβάνῃ τὴν ὑποχρέωσιν ὅπως ἐπιδιώξῃ, ἐντὸς τῶν βραχυτέρων προθεσμιῶν, τὴν ἐπικύρωσιν, τὴν ἀποδοχὴν ἢ ἔγκρισιν τοῦ παρόντος πρωτοκόλλου συμφώνως πρὸς τὴν Συνταγματικὴν διαδικασίαν αὐτῆς. Ἡ ἀνακοίνωσις αὕτη θὰ θεωρηθῇ, διὰ μόνον τὸν σκοπὸν τῆς προσωρινῆς ἐνάρξεως ἰσχύος, ὡς παράγουσα τὸ αὐτὸ ἀποτέλεσμα ὅπερ καὶ τὸ ὄργανον τῆς ἐπικυρώσεως, ἀποδοχῆς ἢ ἐγκρίσεως.

4. Πᾶσα ὑπογράψασα Κυβέρνησις ἥτις, κατὰ τὴν χρονολογίαν τῆς 1ης Ὀκτωβρίου 1969, δὲν θὰ ἔχῃ ἐπικυρώσει, ἀποδεχθῇ ἢ ἐγκρίνει τὸ παρὸν πρωτόκολλον, ἀλλὰ θὰ ἔχῃ πραγματοποιήσει τὴν προβλεπομένην ὑπὸ τῆς παραγράφου 3 τοῦ παρόντος ἄρθρου ἀνακοίνωσιν, θὰ δύναται ἐὰν ἐπιθυμῇ, τοῦτο, νὰ συμμετέχῃ, ἄνευ δικαιώματος ψήφου, εἰς τὰς ἐργασίας τοῦ Συμβουλίου, ὑπὸ τὴν ἰδιότητα τοῦ παρατηρητοῦ.

5. Πᾶσα ὑπογράφουσα Κυβέρνησις ἥτις θὰ ἔχῃ καταθέσει τὴν προβλεπομένην ὑπὸ τῆς παραγρ. 3 τοῦ παρόντος ἄρθρου ἀνακοίνωσιν, θὰ δύναται ἐπίσης νὰ πληροφορῇ τὴν Κυβέρνησιν καταθέσεως τῆς Συμφωνίας ὅτι ἀναλαμβάνει τὴν ὑποχρέωσιν νὰ ἐφαρμόζῃ προσωρινῶς τὸ παρὸν πρωτόκολλον. Πᾶσα Κυβέρνησις ἥτις θὰ ἔχῃ ἀναλάβει τοιαύτην ὑποχρέωσιν θὰ θεωρῆται προσωρινῶς ὡς συμβαλλόμενον μέρος τοῦ παρόντος πρωτοκόλλου, μεθ' ὅλων τῶν ἀπορρεουσῶν δικαιωμάτων καὶ ὑποχρεώσεων, μέχρι τῆς χρονολογίας, καθ' ἣν θὰ καταθέσῃ τὸ ὄργανον τῆς ἐπικυρώσεως, ἀποδοχῆς ἢ ἐγκρίσεως ἤ, ἐν ἐλλείψει, μέχρι τῆς 31 Δεκεμβρίου 1970.

6. Ἐὰν τὴν 31 Δεκεμβρίου 1970 ὑπογράψασα Κυβέρνησις δὲν ἔχῃ εἰσέτι καταθέσει τὸ ὄργανον ἐπικυρώσεως, ἀποδοχῆς ἢ ἐγκρίσεως, θὰ παύσῃ ἀπὸ τῆς 1ης Ἰανουαρίου 1971, νὰ θεωρῆται προσωρινῶς ὡς συμβαλλόμενον μέρος τοῦ παρόντος πρωτοκόλλου, ἐκτὸς ἐὰν τὸ Συμβούλιον ἀποφασίσῃ διαφοροτρόπως. Ἐν τούτοις ἡ Κυβέρνησις αὕτη θὰ ἔχῃ τὸ δικαίωμα νὰ συμμετέχῃ τῶν ἐργασιῶν τοῦ Συμβουλίου, ἄνευ δικαιώματος ψήφου, ὑπὸ τὴν ἰδιότητα τοῦ παρατηρητοῦ.

7. Ἐὰν τὴν 30 Ἰουνίου 1969 τὸ παρὸν πρωτόκολλον δὲν θὰ ἔχῃ συγκεντρώσει ἐπαρκῆ ἀριθμὸν ὑπογραφῶν, ἵνα δυνηθῇ νὰ τεθῇ ἐν ἰσχύϊ μετὰ τὴν ἐπικύρωσιν, ἀποδοχὴν ἢ ἔγκρισιν, ἀλλὰ ἐὰν αἱ Κυβερνήσεις τεσσάρων κυρίως παραγωγικῶν χωρῶν καὶ αἱ Κυβερνήσεις δύο κυρίως εἰσαγωγικῶν χωρῶν ἔχωσιν ὑπογράψει καὶ ἐάν, εἰς περίπτωσιν καθ' ἣν ἡ Συνταγματικὴ αὐτῶν διαδικασία τὸ ἀπαιτεῖ, ἔχωσι ἐπικυρώσει, ἀποδεχθῇ ἢ ἐγκρίνει τὸ εἰρημένον πρωτόκολλον τὴν 30ην Σεπτεμβρίου 1969, αἱ εἰρημέναι Κυβερνήσεις θὰ δύνανται νὰ ἀποφασίσουν κοινῇ συναινέσει ὅτι τὸ παρὸν πρωτόκολλον θὰ τεθῇ ἐν ἰσχύϊ ὡς πρὸς αὐτὰς ἢ θὰ δύνανται νὰ λαμβάνουν πᾶν ἕτερον μέτρον τὸ ὁποῖον θὰ κρίνουν ὅτι ἀπαιτεῖ ἡ κατάστασις.

8. Ἐὰν κατὰ τὴν χρονολογίαν τῆς 1ης Ὀκτωβρίου 1969 τὸ παρὸν πρωτόκολλον δὲν θὰ ἔχῃ τεθῇ ἐν ἰσχύϊ εἴτε προσωρινῶς, εἴτε ὁριστικῶς, κατὰ τοὺς ὅρους τῶν ἀνωτέρω παραγράφων 1 καὶ 3, ἀλλὰ ἐὰν θὰ ἔχῃ συγκεντρώσει ἐπαρκῆ ἀριθμὸν ὑπογραφῶν διὰ νὰ δυνηθῇ νὰ τεθῇ ἐν ἰσχύϊ, κατόπιν ἐπικυρώσεως, ἀποδοχῆς ἢ ἐγκρίσεως, συμφώνως πρὸς τὰς προβλεπομένας διὰ τὸν σκοπὸν αὐτὸν διατάξεις τοῦ παρόντος πρωτοκόλλου, ἡ Συμφωνία θὰ παραταθῇ μέχρι τῆς χρονολογίας τῆς ἐνάρξεως ἰσχύος, προσωρινῆς ἢ ὁριστικῆς, τοῦ παρόντος πρωτοκόλλου χωρὶς νὰ δύναται ἡ διάρκεια τῆς παρατάσεως ταύτης νὰ ὑπερβῇ τοὺς δώδεκα μῆνας.

Ἄρθρον 9.

Ἐὰν κατὰ τὴν 31ην Δεκεμβρίου 1973, ἔχῃ διαπραγματευθῇ νέα συμφωνία προωρισμένη διὰ τὴν παράτασιν ἢ ἀνανέωσιν τῆς Συμφωνίας καὶ ἔχει συγκεντρώσει ἐπαρκῆ ἀριθμὸν ὑπογραφῶν ἵνα τεθῇ ἐν ἰσχύϊ κατόπιν ἐπικυρώσεως, ἀποδοχῆς ἢ ἐγκρίσεως, συμφώνως πρὸς τὰς προβλεπομένας διὰ τοῦτο διατάξεις ὑπὸ τῆς Συμφωνίας, ἀλλὰ ἐὰν ἡ νέα αὕτη συμφωνία δὲν ἔχῃ τεθῇ ἐν ἰσχύϊ, προσωρινῶς ἢ ὁριστικῶς, τὸ παρὸν πρωτόκολλον θὰ παραταθῇ αὐτοδικαίως πέραν τῆς 31ης Δεκεμβρίου 1973, μέχρι τῆς ἐνάρξεως τῆς ἰσχύος τῆς νέας Συμφωνίας, χωρὶς νὰ δύναται ἡ διάρκεια τῆς παρατάσεως ταύτης νὰ ὑπερβῇ τοὺς δώδεκα μῆνας.

Ἄρθρον 10.

Ἡ Κυβέρνησις Καταθέσεως τῆς Συμφωνίας θὰ πληροφορηθῇ ἄνευ καθυστερήσεως ἑκάστην Κυβέρνησιν ἥτις εἶναι συμβαλλόμενον μέρος τῆς Συμφωνίας, πᾶσαν ὑπογραφήν, ἐπικύρωσιν, ἀποδοχήν, ἔγκρισιν ἢ προσχώρησιν εἰς τὸ εἰρημένον πρωτόκολλον, πᾶσαν κατατεθεῖσαν ἀνακοίνωσιν, συμφώνως πρὸς τὰς παραγράφους 3 καὶ 5 τοῦ ἄρθρου 8 τοῦ παρόντος πρωτοκόλλου, καθὼς ἐπίσης καὶ τὴν ἡμερομηνίαν ἐνάρξεως ἰσχύος τοῦ παρόντος Πρωτοκόλλου.

Εἰς περίπτωσιν τούτων, οἱ κάτωθι ὑπογεγραμμένοι, δεόντως ἐξουσιοδοτημένοι ἐπὶ τῷ τέλει τούτῳ, ὑπὸ τῶν οἰκείων Κυβερνήσεών των, ὑπέγραψαν τὸ παρὸν πρωτόκολλον κατὰ τὰς ἔναντι τῶν ὑπογραφῶν των ἡμερομηνίας.

Τὰ κείμενα τοῦ παρόντος πρωτοκόλλου εἰς τὴν Ἀγγλικήν, Ἱσπανικήν, Γαλλικὴν καὶ Ἰταλικὴν γλῶσσαν, εἶναι ἐξ ἴσου αὐθεντικά, τὰ δὲ πρωτότυπα αὐτῶν ἔχουσι κατατεθῇ παρὰ τῇ Ἱσπανικῇ Κυβερνήσει, ἥτις θὰ διαβιβάσῃ ἀκριβῆ κεκυρωμένα ἀντίγραφα, εἰς ἑκάστην τῶν Κυβερνήσεων αἵτινες θὰ ἔχωσιν ὑπογράψει ἢ προσχωρήσει εἰς τὸ παρὸν Πρωτόκολλον.

Ἐγένετο ἐν Γενεύῃ τῇ 7 Μαρτίου 1969

(2)

ΝΟΜΟΘΕΤΙΚΟΝ ΔΙΑΤΑΓΜΑ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 685

Περὶ κυρώσεως τῆς ἀπὸ 5 Ἰουνίου 1970 Συμβάσεως μεταξὺ τῆς Ἑλληνικῆς Κυβερνήσεως καὶ τῆς Διεθνοῦς Ἑταιρείας τῶν Κλιναμαξῶν καὶ τοῦ Τουρισμοῦ.

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ
ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Προτάσει τοῦ Ἡμετέρου Ὑπουργικοῦ Συμβουλίου, ἀπεφασίσαμεν καὶ διατάσσομεν :

Ἄρθρον 1.

1. Κυροῦται καὶ κτᾶται ἰσχὺν Νόμου ἡ ἀπὸ 5 Ἰουνίου 1970 Σύμβασις μεταξὺ τοῦ Ἑλληνικοῦ Δημοσίου καὶ τῆς Διεθνοῦς Ἑταιρείας Κλιναμαξῶν καὶ Τουρισμοῦ, δι' ἧς παρατείνεται ἡ ἀπὸ 30 Νοεμβρίου 1950 Σύμβασις μεταξὺ τῶν αὐτῶν συμβαλλομένων, ἀφορῶσα εἰς τὴν κυκλοφορίαν τῶν ἁμαξῶν τῆς προειρημένης Ἑταιρείας ἐπὶ τοῦ δικτύου τῶν Σιδηροδρόμων τοῦ Ἑλληνικοῦ Κράτους κυρωθεῖσα διὰ τοῦ Ν. 2133/1952 ὡς ἐτροποποιήθη διὰ τῆς ἀπὸ 13 Μαΐου 1963 τοιαύτης, κυρωθείσης διὰ τοῦ Α.Ν. 226/1967 «περὶ κυρώσεως τῆς ἀπὸ 13 Μαΐου 1963 Συμβάσεως μεταξὺ Ἑλληνικῆς Κυβερνήσεως καὶ Διεθνοῦς Ἑταιρείας Κλιναμαξῶν (Δ.Ε.Κ.), περὶ ἀπαλλαγῆς τῆς Ἑταιρείας ἀπὸ τῶν Ὑπηρεσιῶν ἑστιάσεως καὶ παραιτήσεως αὐτῆς ἀπὸ τῆς ἀποκλειστικότητος εἰς ὑπηρεσίας κατακλίσεως Ἐξωτερικοῦ».

2. Τὸ κείμενον τῆς, κατὰ τὰ ἀνωτέρω, κυρουμένης Συμβάσεως ἔπεται ἐν πρωτοτύπῳ εἰς τὴν Ἑλληνικὴν καὶ εἰς τὴν Γαλλικὴν γλῶσσαν.

Ἄρθρον 2.

Ἡ ἰσχὺς τῆς κυρουμένης Συμβάσεως ἄρχεται ἀπὸ τῆς λήξεως τῆς ἀπὸ 30-11-1950 τοιαύτης, ἤτοι ἀπὸ τῆς 1-7-1970.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 21 Σεπτεμβρίου 1970

Ἐν Ὀνόματι τοῦ Βασιλέως

Ο ΑΝΤΙΒΑΣΙΛΕΥΣ
ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΖΩΙΤΑΚΗΣ

ΤΟ ΥΠΟΥΡΓΙΚΟΝ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΝ

Ο ΠΡΩΘΥΠΟΥΡΓΟΣ
Γ. ΠΑΠΑΔΟΠΟΥΛΟΣ

Ο ΑΝΤΙΠΡΟΕΔΡΟΣ
ΣΤΥΛ. ΠΑΤΤΑΚΟΣ

ΤΑ ΜΕΛΗ

ΝΙΚ. ΜΑΚΑΡΕΖΟΣ, ΑΓΓΕΛ. ΤΣΟΥΚΑΛΑΣ, ΑΔΑΜ. ΑΝΔΡΟΥΤΣΟΠΟΥΛΟΣ, ΛΟΥΚ. ΠΑΤΡΑΣ, ΝΙΚ. ΕΦΕΣΙΟΣ, ΝΙΚΗΤ. ΣΙΩΡΗΣ, ΓΕΩΡΓ. ΔΟΥΒΑΛΟΠΟΥΛΟΣ, ΣΠΥΡ. ΖΑΠΠΑΣ, ΙΩΑΝ. ΑΓΑΘΑΓΓΕΛΟΥ, ΕΜΜΑΝ. ΦΘΕΝΑΚΗΣ, ΙΩΑΝ. ΧΟΛΕΒΑΣ, ΙΩΑΝ. ΠΑΠΑΒΛΑΧΟΠΟΥΛΟΣ, ΚΩΝΣΤ. ΚΥΠΡΑΙΟΣ, ΠΑΥΛ. ΜΑΝΩΛΟΠΟΥΛΟΣ, ΠΑΝΑΓ. ΤΖΕΒΕΛΕΚΟΣ, ΓΕΩΡΓ. ΒΑΛΛΗΣ.

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 23 Σεπτεμβρίου 1970

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΑΓΓΕΛΟΣ ΤΣΟΥΚΑΛΑΣ

ΣΥΜΒΑΣΙΣ

Μεταξὺ τῆς Ἑλληνικῆς Κυβερνήσεως καὶ τῆς ἑδρευούσης ἐν Βρυξέλλαις Διεθνοῦς Ἑταιρείας τῶν Κλιναμαξῶν καὶ τοῦ Τουρισμοῦ.

Συμπληρωματικὴ

τῆς ἀπὸ 30 Νοεμβρίου 1950 Συμβάσεως μεταξὺ τῶν αὐτῶν συμβαλλομένων, ὡς ἐτροποποιήθη διὰ τῆς ἀπὸ 13 Μαΐου 1963 τοιαύτης.

Μεταξὺ τῆς Ἑλληνικῆς Κυβερνήσεως ἐκπροσωπουμένης παρὰ τοῦ Ὑπουργοῦ Συγκοινωνιῶν Γεωργίου ΒΑΛΛΗ ἀφ' ἑνὸς καὶ τῆς ἑδρευούσης ἐν Βρυξέλλαις Διεθνοῦς Ἑταιρείας τῶν Κλιναμαξῶν καὶ τοῦ Τουρισμοῦ (Δ.Ε.Κ.) ἐκπροσωπουμένης παρὰ τοῦ ἐν Ἑλλάδι ἀντιπροσώπου αὐτῆς κ. Ἰωάννου ΑΡΑΚΑ ἐξουσιοδοτημένου διὰ τοῦ προσηρτημένου τῇ παρούσῃ ἀπὸ 20 Μαρτίου 1970 πληρεξουσίου τοῦ Διοικητοῦ-Γενικοῦ Διευθυντοῦ τῆς ἐν λόγῳ Ἑταιρείας Ζὰκ-Μπερνὰρ ΝΤΥΠΟΝ, ἐνεργοῦντος δυνάμει ἀποφάσεως τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου τῆς Ἑταιρείας ταύτης, ληφθείσης κατὰ τὴν συνεδρίαν αὐτοῦ τῆς 20ῆς Φεβρουαρίου 1970, ὡς τὸ προσηρτημένον τῇ παρούσῃ ἀπόσπασμα τῶν πρακτικῶν τῆς συνεδριάσεως ταύτης, ἀφ' ἑτέρου, συμφωνοῦνται τ' ἀκόλουθα :

Ἄρθρον 1.

1. Ἡ διάρκεια τῆς ἀπὸ 30 Νοεμβρίου 1950 ἀρχικῆς Συμβάσεως μεταξὺ τῶν ἄνω συμβαλλομένων, τῆς κυρωθείσης διὰ τοῦ Νόμου 2133 τῆς 24-5-1952 καὶ ληγούσης τὴν 30ὴν Ἰουνίου 1970, ὡς αὕτη ἐτροποποιήθη διὰ τῆς ἀπὸ 13 Μαΐου 1963 συμβάσεως τῆς κυρωθείσης διὰ τοῦ Ἀν. Νόμου 226/1967, παρατείνεται μέχρι καὶ τῆς 31ης Δεκεμβρίου 1971.

2. Ἑκάτερον τῶν συμβαλλομένων μερῶν δικαιοῦται ἐν τούτοις ἐν ᾗ περιπτώσει ἤθελε κρίνει ὅτι ἡ παροῦσα σύμβασις χρήζει ἀναμορφώσεως ἐν ὄψει νέων διεθνῶν συνθηκῶν, νὰ καταγγείλῃ ταύτην ἄνευ οἱασδήποτε ἀποζημιώσεως, πρὸ τῆς λήξεως τοῦ ἐν τῇ προηγουμένῃ παραγράφῳ συμπεφωνημένου χρόνου, διὰ δηλώσεως ἐπιδιδομένης πρὸς τὸ ἕτερον μέρος πρὸ δύο τοὐλάχιστον πλήρων μηνῶν.

Ἄρθρον 2.

1. Ἡ παροῦσα σύμβασις κατηρτίσθη εἰς δύο πρωτότυπα ἀντίτυπα συντεταγμένα εἴς τε τὴν Ἑλληνικὴν καὶ τὴν Γαλλικὴν γλῶσσαν, ἐξ ὧν τὸ ἓν κρατεῖ ἡ Ἑλληνικὴ Κυβέρνησις τὸ δ' ἕτερον ἐπιδίδεται εἰς τὴν Δ.Ε.Κ.

2. Ἐν περιπτώσει ἀμφισβητήσεως μεταξὺ τῶν δύο κειμένων, θὰ λαμβάνηται ὑπ' ὄψιν τὸ Ἑλληνικὸν κείμενον.

3. Τὰ δικαιώματα χαρτοσήμου, ὡς καὶ ἕτερα τοιαῦτα σχετικὰ μὲ τὴν παροῦσαν σύμβασιν βαρύνουσι τὴν Δ.Ε.Κ.

4. Διὰ τῆς παρούσης συμβάσεως, ἥτις κυρωθήσεται νομοθετικῶς, διευκρινίζεται, ὅτι δὲν θίγονται ἄλλαι, πλὴν τῶν ρητῶς ὁριζομένων ἐν αὐτῇ διατάξεων τῆς ἀρχικῆς συμβάσεως, ταύτης ὡς ἐτροποποιήθη κατὰ τὰ ἄνω, παραμενούσης κατὰ τὰ λοιπὰ ἐν ἰσχύϊ.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 5 Ἰουνίου 1970

Διὰ τὴν Ἑλληνικὴν Κυβέρνησιν

Ὁ ἐπὶ τῶν Συγκοινωνιῶν Ὑπουργὸς
Pour le Gouvernement Hellénique
Le Ministre des Communications
ὑπ. Γ. ΒΑΛΛΗΣ

CONVENTION

entre le Gouvernement Hellénique et la Compagnie Internationale des Wagons-Lits et du Tourisme, siégeant à Bruxelles.

Complétant

celle du 30 Novembre 1950 entre les mêmes contractants, telle qu'elle a été modifiée par celle du 13 Mai 1963.

Entre le Gouvernement Hellénique, représenté par le Ministre des Communications, Mr. Georges VALLIS d'une part et, d'autre part, la Compagnie Internationale des Wagons-Lits et du Tourisme (C.I.W.L.T.) siégeant à Bruxelles et représentée par son Représentant en Grèce Mr. Jean ARACAS, mandaté par procuration, annexée à la présente, du Directeur Général de la dite Compagnie, Mr. Jacques-Bernard DUPONT, agissant conformément à la décision du Conseil d'Administration de la Compagnie, prise lors de sa réunion du 20 Février 1970 suivant l'extrait du Pro-

cès-Verbal de cette réunion annexé à la présente, il est conclu ce qui suit :

Article 1.

1. La durée de la Convention primitive du 30 Novembre 1950 entre les contractants ci-dessus énoncés, qui a été ratifiée par la loi 2133 du 24-5-1952 qui prend fin le 30 Juin 1970, telle qu'elle a été modifiée par la Convention du 13 Mai 1963, ratifiée par la loi de nécessité 226/1967, est prolongée jusqu'au 31 Décembre 1971.

2. Chacune des deux parties contractantes a, cependant, le droit de dénoncer la présente Convention avant l'expiration de la période de temps convenue et indiquée au paragraphe précédent, sans aucune indemnité quelconque, par préavis à signifier à l'autre partie, au moins deux mois entiers à l'avance, dans le cas où elle jugerait que celleci doit être réformée du fait de nouvelles conditions internationales.

Article 2.

1. La présente Convention est établie en deux exemplaires originaux rédigés en langues Grecques et Française, dont l'un est conservé par le Gouvernement Hellénique et l'autre remis à la Cie Internationale des Wagons-Lits (C.I.W.L.T.).

2. En cas de contestations entre les deux textes, c'est le texte grec qui fera foi.

3. Les frais de timbres et autres résultant de la présente Convention sont à la charge de la C.I.W.L.T.

4. Il est précisé que par la présente Convention, qui sera ratifiée légalement, il n'est touché, autres que celles nettement indiquées, aucune disposition de la Convention primitive.

Athènes, le 5 Juin 1970

Διά τήν Διεθνῆ Ἑταιρείαν τῶν Κλιναμαξῶν καὶ τοῦ Τουρισμοῦ Α.Ε.

Ὁ ἐν Ἑλλάδι Ἀντιπρόσωπος τῆς Ἑταιρείας :

Pour la Compagnie Internationale des Wagons-Lits et du Tourisme S.A.

Le Representant de la Cie en Grèce :

ὑπ. Ι. ΑΡΑΚΑΣ

ΔΙΑΤΑΓΜΑΤΑ

(3)

Περὶ λογοδοσίας Σωματείων, Ἱδρυμάτων, Ἐπιτροπῶν κλπ. τυχουσῶν ἀδείας ἐράνων, λαχειοφόρου ἢ φιλανθρωπικῆς ἀγορᾶς.

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ
ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Ἔχοντες ὑπ' ὄψιν:

1. Τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 3 τοῦ Ν. 5101)1931, «περὶ ἐνεργείας ἐράνων καὶ λαχειοφόρων ἢ φιλανθρωπικῶν ἀγορῶν».

2. Τὰς διατάξεις τοῦ Ν.Δ. 1)1968, «περὶ Ὑπουργικοῦ Συμβουλίου καὶ Ὑπουργείων».

3. Τὴν ὑπ' ἀριθ. 572)1970 γνωμοδότησιν τοῦ Συμβουλίου τῆς Ἐπικρατείας, προτάσει τοῦ Ἡμετέρου ἐπὶ τῶν Κοινωνικῶν Ὑπηρεσιῶν Ὑπουργοῦ, ἀπεφασίσαμεν καὶ διατάσσομεν:

Ἄρθρον 1.

Ὑποβλητέα δικαιολογητικά:

1. Σωματεῖα, Ἱδρύματα ἢ Ἐπιτροπαί, τυχοῦσαι ἀδείας διενεργείας ἐράνων ἢ λαχειοφόρου φιλανθρωπικῆς ἀγορᾶς ὑποχρεοῦνται ἐντὸς τῆς τασσομένης ἐν αὐτῇ προθεσμίας ὅπως ὑποβάλλουν, εἰς τὸ Ὑπουργεῖον Κοινωνικῶν Ὑπηρεσιῶν τὰ ἑξῆς δικαιολογητικά:

Α) Ἐπὶ Πανελληνίων ἢ Τοπικῶν Ἐράνων.

α. Διὰ διπλοτύπων ἀποδείξεων ἢ κουπονίων:

α) Πρωτόκολλον σφραγίσεως τῶν διπλοτύπων ἀποδείξεων ἢ ἠριθμημένων κουπονίων παρὰ τῆς οἰκείας Ἀστυνομικῆς Ἀρχῆς.

β) Τὰ στελέχη τῶν μὴ χρησιμοποιηθεισῶν διπλοτύπων ἀποδείξεων ἢ κουπονίων ἢ ἐπὶ μεγάλου ἀριθμοῦ, πρωτόκολλον καταμετρήσεως καὶ καταστροφῆς τούτων διὰ τῶν οἰκείων Κέντρων Κοινωνικῆς Πολιτικῆς.

γ) Τὰ διπλότυπα στελέχη τῶν μὴ χρησιμοποιηθεισῶν ἀποδείξεων καὶ κουπονίων.

δ) Γραμμάτιον τοῦ οἰκείου Δημοσίου Ταμείου περὶ καταθέσεως τοῦ κατὰ νόμον ποσοῦ ἐπὶ τοῦ καθαροῦ προϊόντος τοῦ ἐράνου.

ε) Τὰς ἀποδείξεις τῶν τυχὸν γενομένων νομίμων ἐξόδων.

στ) Ἀπόδειξιν τοῦ οἰκείου Ὑποκαταστήματος τῆς Ἐθνικῆς Τραπέζης τῆς Ἑλλάδος, περὶ καταθέσεως τοῦ ἐναπομείναντος ὑπολοίπου τοῦ καθαροῦ προϊόντος τοῦ ἐράνου.

β. Διὰ κιβωτιδίων:

α) Πρωτόκολλον σφραγίσεως τῶν κιβωτιδίων τοῦ ἐράνου, παρὰ τῆς οἰκείας Ἀστυνομικῆς Ἀρχῆς.

β) Πρωτόκολλον ἀποσφραγίσεως τῶν κιβωτιδίων τοῦ ἐράνου, διενεργουμένης παρουσίᾳ τῶν μελῶν τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου τοῦ Σωματείου, Ἱδρύματος, ἐπιτροπῆς κλπ. καὶ Ἀντιπροσώπου τῆς οἰκείας Ἀστυνομικῆς Ἀρχῆς ἢ τοῦ οἰκείου Κέντρου Κοινωνικῆς Πολιτικῆς.

γ) Πρωτόκολλον καταμετρήσεως τοῦ προϊόντος τοῦ ἐράνου.

δ) Ἅπαντα τὰ ὑπὸ στοιχεῖα (δ), (ε), (στ) τῆς προηγουμένης περιπτώσεως, δικαιολογητικά.

Β) Ἐπὶ λαχειοφόρων ἀγορῶν, ἐν γένει:

α. Πρωτόκολλον σφραγίσεως τῶν λαχνῶν ὑπὸ τῆς οἰκείας Ἀστυνομικῆς Ἀρχῆς.

β. Τοὺς μὴ διατεθέντας λαχνοὺς ἢ ἐπὶ μεγάλου ἀριθμοῦ ἀδιαθέτων λαχνῶν, πρωτόκολλον καταμετρήσεως καὶ καταστροφῆς τούτων ὑπὸ τῶν οἰκείων Κέντρων Κοινωνικῆς Πολιτικῆς.

γ. Τὰς ἀποδείξεις τῶν γενομένων νομίμων ἐξόδων (τιμολόγια ἀγορᾶς κληρωθέντων ἀντικειμένων κλπ.).

δ. Γραμμάτιον τοῦ οἰκείου Δημοσίου Ταμείου, περὶ καταθέσεως τοῦ κατὰ νόμον ποσοῦ ἐκ τοῦ καθαροῦ προϊόντος τῆς λαχειοφόρου ἀγορᾶς.

ε. Πρακτικὸν κληρώσεως τῶν ἀντικειμένων τῆς λαχειοφόρου ἀγορᾶς.

στ. Κατάστασιν ἐμφαίνουσαν τὰ ὀνοματεπώνυμα καὶ τὰς διευθύνσεις τῶν τυχηρῶν.

ζ. Γραμμάτια Δημοσίων Ταμείων, περὶ καταθέσεως τοῦ κατὰ νόμον ποσοῦ ἐπὶ τῆς ἀξίας τῶν ἄνω τῶν 3.000 δραχμῶν ἀντικειμένων τῆς λαχειοφόρου ἀγορᾶς.

η. Ἀπόδειξιν τοῦ οἰκείου Ὑποκαταστήματος τῆς Ἐθνικῆς Τραπέζης τῆς Ἑλλάδος, περὶ καταθέσεως τοῦ ἐναπομείναντος ὑπολοίπου τοῦ καθαροῦ προϊόντος τῆς λαχειοφόρου ἀγορᾶς.

θ. Πρακτικὸν τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου τοῦ Σωματείου, τοῦ Ἱδρύματος κλπ., περὶ τῶν οἰκονομικῶν ἀποτελεσμάτων τῆς λαχειοφόρου ἀγορᾶς.

ι. Κατάλογον τῶν κληρωθέντων καὶ μὴ παραληφθέντων ἀντικειμένων ὑπὸ τῶν τυχηρῶν.

Γ) Ἐπὶ λαχειοφόρου ἀγορᾶς κατὰ τὴν διάρκειαν χοροεσπερίδος:

Ἅπαντα τὰ ἐν τῇ προηγουμένῃ περιπτώσει δικαιολογητικά, πλὴν τῶν ὑπὸ στοιχεῖα (ε) καὶ (στ) τοιούτων.

Δ) Ἐπὶ φιλανθρωπικῶν ἀγορῶν:

Ἅπαντα τὰ ἐν τῇ περιπτώσει Β' ἀναφερόμενα δικαιολογητικά, πλὴν τῶν ὑπὸ στοιχεῖα (ε), (στ) καὶ (ι) τοιαῦτα.

2. Τὸ Ὑπουργεῖον Κοινωνικῶν Ὑπηρεσιῶν, μετὰ προηγούμενον ἔλεγχον τῶν ἐν παρ. 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου ὑποβληθέντων δικαιολογητικῶν, ἐκδίδει, ἐφ' ὅσον ταῦτα εἶναι πλήρη, ἀπόφασιν δι' ἧς ἐγκρίνεται ἡ λογοδοσία τοῦ Σωματείου, τῆς ἐπιτροπῆς κλπ.

3. Ἐν περιπτώσει μὴ ὑποβολῆς, ἐντὸς τῆς νομίμου προθεσμίας τῶν ἐν παρ. 1 τοῦ παρόντος δικαιολογητικῶν ἡ ἁρμοδία ὑπηρεσία προβαίνει εἰς τὰς ἐνδεικνυομένας ἐνεργείας, διὰ τὴν ἐπιβολὴν τῶν νομίμων κυρώσεων κατὰ τῶν ὑπευθύνων καταλογίζουσα συγχρόνως, ἐπὶ λαχειοφόρων ἢ φιλανθρωπικῶν ἀγορῶν, τὸ κατὰ νόμον ποσὸν ἐπὶ τῆς ἀξίας τῶν ἐκδοθέντων λαχνῶν, εἰς βάρος αὐτῶν.

Ἄρθρον 2.

Ἀναγνωριζόμενα ἔξοδα:

1. Ὡς νόμιμα ἔξοδα διενεργείας ἐράνων, λαχειοφόρων ἢ φιλανθρωπικῶν ἀγορῶν, θεωροῦνται:

α. Αἱ πάσης φύσεως δαπάναι, ἀναγκαῖαι διὰ τὴν ἐπιτυχίαν αὐτῶν.

β. Ἡ ἀξία τῶν ἀγορασθέντων ἀντικειμένων διὰ τὴν λαχειοφόρον ἢ φιλανθρωπικὴν ἀγοράν.

2. Αἱ πάσης φύσεως δαπάναι, ἐπὶ λαχειοφόρων ἢ φιλανθρωπικῶν ἀγορῶν, μετὰ τὴν ἀφαίρεσιν τῆς ἀξίας τῶν κληρωθέντων ἢ χορηγηθέντων ἀντικειμένων, δὲν δύναται νὰ ὑπερβαίνουν τὸ 1)5 τοῦ ὑπολοίπου ἐκ τοῦ εἰσπραχθέντος ποσοῦ.

3. Δὲν ἀναγνωρίζονται ὡς νόμιμα ἔξοδα, αἱ δαπάναι:

α) Πωλήσεως λαχνῶν ἢ εἰσιτηρίων ὑπὸ τρίτων (ποσοστὰ κλπ.).

β. Κινήσεως δι' ἰδιωτικῶν συγκοινωνιακῶν μέσων.

γ. Ἐνοικιάσεως αἰθούσης διεξαγωγῆς χοροεσπερίδος.

δ. Ἀμοιβῆς καλλιτεχνῶν ἢ διαφόρων ψυχαγωγικῶν μέσων.

ε. Φαγητῶν καὶ εἰδῶν κωλικείου.

Εἰς τὸν αὐτὸν ἐπὶ τῶν Κοινωνικῶν Ὑπηρεσιῶν Ὑπουργόν, ἀνατίθεμεν τὴν δημοσίευσιν καὶ ἐκτέλεσιν τοῦ παρόντος.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 9 Σεπτεμβρίου 1970

Ἐν Ὀνόματι τοῦ Βασιλέως

Ο ΑΝΤΙΒΑΣΙΛΕΥΣ

ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΖΩΙΤΑΚΗΣ

Ο ΕΠΙ ΤΩΝ ΚΟΙΝΩΝ. ΥΠΗΡΕΣΙΩΝ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΔΟΥΒΑΛΟΠΟΥΛΟΣ

ΑΠΟΦΑΣΕΙΣ

(4)

Περὶ ἐγκρίσεως παρατάσεως τῆς προθεσμίας ἐνάρξεως λειτουργίας τοῦ ὑπὸ τῆς Ἐμπορικῆς Τραπέζης τῆς Ἑλλάδος ἱδρυθησομένου Ὑποκαταστήματος ἐν Μυκόνῳ.

(Ἀπόσπασμα Πρακτικῶν τῆς ὑπ' ἀριθ. 1798)13.7.70 συνεδριάσεως τῆς Ὑποεπιτροπῆς Πιστώσεων).

Ἔγγραφον τῆς ἀνωτέρω Τραπέζης, ὑπ' ἀριθ. 508)38)7.7.70, (N.E. 3411).

ΝΟΜΙΣΜΑΤΙΚΗ ΕΠΙΤΡΟΠΗ

Ἡ Ὑποεπιτροπὴ Πιστώσεων, λαβοῦσα ὑπ' ὄψιν:

α) Τὴν ὑπ' ἀριθ. 1721)11)8.9.69 ἀπόφασιν αὐτῆς δι' ἧς ἐνεκρίθη ἡ ὑπὸ τῆς Ἐμπορικῆς Τραπέζης τῆς Ἑλλάδος ἵδρυσις Ὑποκαταστήματος εἰς Μύκονον, ἡ προθεσμία ἐνάρξεως λειτουργίας τοῦ ὁποίου καθωρίσθη μέχρι τῆς 31.3.70.

β) Τὸ περιεχόμενον τοῦ ἐν ἐπικεφαλίδι ἐγγράφου τῆς ἀνωτέρω Τραπέζης, δι' οὗ αἰτεῖται τὴν μέχρι τῆς 15.7.70, παράτασιν τῆς προθεσμίας ἐνάρξεως λειτουργίας τοῦ Ὑποκαταστήματος τούτου, ἀπεφάσισεν:

Ὅπως ἐγκρίνῃ τὴν μέχρι τῆς 15 Ἰουλίου 1970 παράτασιν τῆς προθεσμίας ἐνάρξεως λειτουργίας τοῦ ὑπὸ τῆς Ἐμπορικῆς Τραπέζης τῆς Ἑλλάδος ἱδρυθησομένου ὡς ἄνω Ὑποκαταστήματός της εἰς Μύκονον.

Ἡ παρέλευσις ἀπράκτου τῆς τασσομένης ὡς ἄνω προθεσμίας συνεπάγεται αὐτοδικαίως τὴν ἀπώρωσιν τῆς παρασχεθείσης ἀδείας ἱδρύσεως καὶ λειτουργίας τοῦ ἀνωτέρω Ὑποκαταστήματος.

Ἡ παροῦσα ἀπόφασις δημοσιευθήσεται εἰς τὴν Ἐφημερίδα τῆς Κυβερνήσεως, συμφώνως τῷ ἄρθρῳ 12 τοῦ Α.Ν. 1665)1951 «περὶ λειτουργίας καὶ ἐλέγχου Τραπεζῶν».

Ἐν Ἀθήναις τῇ 15 Σεπτεμβρίου 1970

Ὁ Προϊστάμενος τῆς Γραμματείας τῆς Ν.Ε.

ΜΙΧ. Ν. ΚΥΡΙΛΛΟΠΟΥΛΟΣ